

- La reprise des marchés boursiers mondiaux qui a défini le début de 2019 s'est poursuivie en avril.
- Les actions canadiennes ont emboîté le pas, tandis que les marchés à revenu fixe canadien ont été relativement stables pour le mois.
- Les pourparlers commerciaux entre les États-Unis et la Chine se sont poursuivis jusqu'à la fin d'avril, à propos de l'accès étranger aux marchés chinois, des subventions pour les sociétés chinoises, des mécanismes d'application et du retrait possible des tarifs appliqués l'an dernier.

Contexte économique

La reprise des marchés boursiers mondiaux qui a défini le début de 2019 s'est poursuivie en avril. Les principaux marchés développés – les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Europe et le Japon – ont suivi une trajectoire à la hausse tout au long du mois. Les marchés émergents ont aussi enregistré des gains, mais la performance a divergé en Chine, avec Hong Kong en légère hausse et les actions de la Chine continentale restant essentiellement stables après des ventes massives à la fin du mois. Les taux des obligations gouvernementales à moyen et à long terme ont en général augmenté aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro, tandis que les taux à court terme ont été mitigés, le résultat de courbes de rendement plus accentuées. Les prix du pétrole ont progressé pour l'ensemble du mois, mais ont atteint un sommet à la fin d'avril avant de légèrement reculer.

Les pourparlers commerciaux entre les États-Unis et la Chine se sont poursuivis jusqu'à la fin d'avril – à propos de l'accès étranger aux marchés chinois – avec les négociateurs de la Chine montrant une volonté de retirer certaines limites de propriétés, de réduire les barrières à l'entrée dans le secteur financier, et de permettre que les ententes s'appliquent à l'extérieur des zones de libre-échange limitées géographiquement. Les subventions aux sociétés chinoises sont toujours un point de discord, toutefois, car les négociateurs de la Chine affirment qu'un réseau complexe d'initiatives de développement sur le plan local, régional et national en rend l'application impossible. Les pourparlers ont aussi couvert le retrait possible des tarifs appliqués l'an dernier, et des mécanismes d'application mutuellement acceptables ont semblé prendre forme avec la progression des discussions. La délégation commerciale chinoise doit se rendre à Washington le 8 mai.

Le Royaume-Uni et l'Union européenne ont établi une nouvelle date limite pour le Brexit au début d'avril, déplaçant le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne au 31 octobre, ce qui signifie que le Royaume-Uni participera aux élections du parlement européen à la fin mai. Les citoyens de l'Angleterre et de l'Irlande du Nord se sont également préparés pour les élections locales au début de mai; selon les sondages, les conservateurs devraient perdre du terrain dans les deux élections, mais nettement plus dans les élections de l'Union européenne, car il semble que le nouveau Parti du Brexit ascendant obtiendra une part de vote. Les négociations entre les conservateurs et les travaillistes pour tenter d'obtenir une solution Brexit digérable se sont poursuivies en mai, principalement à propos d'une union douanière entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (un élément essentiel pour obtenir une entente des travaillistes, mais inacceptable pour beaucoup de conservateurs) et un référendum du dernier choix (qui donnerait aux électeurs le droit d'approuver ou de refuser l'accord et est populaire parmi les membres du parti, mais, en lui-même, n'obtient pas l'approbation du plus haut niveau du Parti travailliste).

Ailleurs, les Indiens ont commencé à voter en avril pour les élections parlementaires qui durent plus qu'un mois et constituent le plus grand exercice démocratique de la planète. Le premier dépouillement des votes aux élections d'avril en Indonésie, le quatrième pays le plus peuplé, semble vouloir accorder au président Joko Widodo un deuxième mandat et la plus grande part des sièges à l'Assemblée législative à son Parti démocratique indonésien de la lutte. Les élections de la fin avril en Espagne ont solidifié une coalition gouvernementale du centre-gauche et les Sud-africains se sont préparés à se rendre aux urnes le 8 mai.

Un petit groupe de l'armée du Venezuela a publiquement appuyé l'opposition lors des protestations qui ont commencé la dernière journée d'avril, avec un flux de plus en plus important de désertions militaires à la frontière de la Colombie, et dans une moindre mesure, du Brésil. Volodymyr Zelensky, le gagnant des élections présidentielles en Ukraine en avril, a été forcé de composer avec une offre de citoyenneté de la Russie aux citoyens de l'Ukraine habitant dans les régions de l'est de l'Ukraine déchirées par la guerre sous le contrôle des séparatistes. Le président élu a fait une contre-offre de citoyenneté ukrainienne « à toutes les personnes qui souffrent en raison des régimes autoritaires et corrompus » et « au peuple russe qui souffre plus que tout. »

Banques centrales

- En raison du ralentissement de la croissance économique mondiale observée, la Banque du Canada, sans surprise, a gardé son taux directeur inchangé à 1,75 %. La prochaine rencontre prévue de la Banque du Canada est le 29 mai.
- Le Federal Open Market Committee des États-Unis a commencé à tenir sa plus récente rencontre le dernier jour d'avril et n'a annoncé aucune nouvelle mesure de politique le 1^{er} mai.
- Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre n'a pas tenu de rencontre sur la politique monétaire en avril, mais a voté à l'unanimité le 2 mai de s'abstenir d'apporter tout changement à la politique. Les directives du comité ont conservé une préférence pour des hausses de taux futures, en fonction du résultat du Brexit.
- Le Comité des gouverneurs de la Banque centrale européenne ne s'est pas non plus réuni pour discuter de la politique monétaire en avril, mais le procès-verbal publié pour la rencontre de mars a montré que certains membres souhaitaient prolonger le gel des augmentations de taux jusqu'au premier trimestre de 2020 (plutôt que jusqu'à la fin de 2019) étant donné les perspectives douteuses pour l'économie de la zone euro, même si ce prolongement n'a pas été adopté.
- La Banque du Japon n'a pas modifié sa politique monétaire en avril, avec une cible de zéro pour cent pour l'obligation gouvernementale japonaise à 10 ans. Elle a réduit la cible d'inflation pour 2020 et les projections de croissance économique globales pour 2019 et 2020.

Données économiques

- Selon Statistique Canada, le taux d'inflation (mesuré par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) a augmenté de 0,3 % en mars et de 1,9 % pour les douze derniers mois. Les coûts du transport ont été plus élevés qu'au cours de la période précédente, tandis que les augmentations des coûts des aliments et des logements sont restées saines. Les prix à la production ont semblé se raffermir : l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) a augmenté de 1,3 %, tandis que l'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a enregistré une hausse de 2,8 % en mars. Sur douze mois, l'IPPI a augmenté de 1,5 %, mais l'IPMB a reculé de 1,5 %. La faiblesse de ces données sur douze mois a été une fois de plus généralement attribuable aux prix du pétrole brut en baisse, même si cette tendance diminue rapidement. Le taux de chômage a reculé à 5,7 % en avril, car 106 500 ont été ajoutés, ce qui a dépassé les estimations et constitué la plus grande augmentation en plus de cinq ans.
- L'activité manufacturière aux États-Unis a crû à un rythme modéré en avril, tandis que la croissance du secteur des services a ralenti. L'inflation, mesurée par l'indice des prix des dépenses de consommation personnelles de base – la mesure privilégiée de la Réserve fédérale –, a continué de reculer en mars, atteignant 1,6 % sur douze mois. L'économie américaine a enregistré une croissance à un taux annualisé de 3,2 % pendant le premier trimestre, dépassant le quatrième trimestre et devançant facilement les attentes.
- Les volumes de vente de détail au Royaume-Uni ont fait preuve de vigueur en avril, affichant une reprise depuis un mois de mars faible et une projection prometteuse pour mai. Les conditions manufacturières se sont refroidies en avril, après une hausse le mois précédent. Le secteur des services a maintenu le rythme en avril, après une contraction en mars. Le taux de revendications de chômage a légèrement augmenté en mars à 3 %; la croissance des bénéfices sur 12 mois moyenne de décembre à février a augmenté à 3,5 %, tandis que le taux de chômage est resté inchangé à 3,9 % pour la période de trois mois.
- Les conditions manufacturières dans la zone euro se sont une fois de plus contractées en avril, tandis qu'une première estimation de l'activité du secteur des services a montré une légère croissance continue. Le taux de chômage a légèrement reculé à 7,7 % en mars en raison des gains importants du marché du travail en Italie et en Espagne, qui ont éprouvé des difficultés avec un taux de chômage élevé. L'économie élargie de la zone euro a connu une croissance à un taux trimestriel de 0,4 % au premier trimestre, une amélioration par rapport aux résultats des trimestres récents.

Répercussions sur les marchés (rendements indiciaires en dollars CA)

Les marchés boursiers mondiaux ont continué leur avance rapide depuis le début de l'année. Les actions canadiennes ont été solides, avec en tête les actions de la consommation discrétionnaire, de la technologie de l'information et des services financiers. Les légères pertes dans les matières et les petites sociétés ont compensé une partie de ces gains. Les actions étrangères ont été encore plus solides, particulièrement aux États-Unis. Les marchés émergents ont été

positifs, mais ont tiré de l'arrière par rapport aux marchés développés, car des pays comme le Brésil et l'Inde ont éprouvé un peu de difficultés.

À l'exception des obligations gouvernementales, la plupart des principaux secteurs du revenu fixe ont été légèrement positifs. Les prêts hypothécaires résidentiels ont enregistré les meilleurs résultats, suivi des obligations de sociétés et à court terme. Malgré un mois d'avril assez terne, les marchés de titres à revenu fixe canadiens ont produit des gains impressionnants depuis le début de l'année. Les obligations à rendement élevé américaines ont surperformé, car les investisseurs ont en général préféré les actifs plus risqués pendant le mois.

Données indicielles (avril 2019)

- L'indice composé S&P/TSX a augmenté de 3,22 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a enregistré un rendement de -0,10 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a grimpé de 4,77 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a augmenté de 4,09 %.
- L'indice ICE BofA Merrill Lynch US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 1,33 % (couvert contre le risque de change) et 2,10 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a peu changé en avril, passant de 13,71 à 13,12.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont poursuivi leur tendance à la hausse passant de 60,14 \$ US le baril à la fin de mars à 63,91 \$ US le dernier jour d'avril.
- Le huard a peu changé par rapport à la plupart des principales devises mondiales; il s'est légèrement affaibli à la fin du mois à 1,35 \$ CA par \$ US. Le dollar américain a peu changé par rapport aux autres principales devises. Il a terminé le mois à 1,30 \$ US contre la livre sterling, à 1,12 \$ US contre l'euro et à 111,38 yens.

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive des SEI Investments Company, est le gérant des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et à titre éducatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, SEI ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières peuvent être incomplètes ou changer sans préavis.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels d'un Fonds SEI. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Les opérations sur fonds communs de placement peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi, des frais de gestion et d'autres types de frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur fluctue fréquemment et leurs rendements antérieurs peuvent ne pas se répéter.